



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 25/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERME EOLIENNE DU CAP ESTEVE

179 rue du Poirier
14650 Carpiquet

Références : UD34/H5/MT/2024/054
Code AIOT : 0003702961

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement FERME EOLIENNE DU CAP ESTEVE implanté Lieu-dit ou BP Bosc et la Tourelle (81320 MURAT SUR VEBRE) 34610 Castanet-le-Haut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE DU CAP ESTEVE
- Lieu-dit ou BP Bosc et la Tourelle (81320 MURAT SUR VEBRE) 34610 Castanet-le-Haut
- Code AIOT : 0003702961
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Cap Estève a été autorisé par arrêté inter-préfectoral du 22 juillet 2022. Il sera constitué de 4 éoliennes d'une puissance totale de 12 MW et d'un poste de livraison. L'autorisation environnementale délivrée intègre une dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées (DEP), laquelle implique la mise en œuvre de parcelles compensatoires à quelques kilomètres du site. Lors de la visite d'inspection du 10 octobre 2024, les travaux de défrichage, décapage et terrassement étaient en majorité réalisés, tandis que les travaux de génie civil (réalisation des fondations) et de réalisation des tranchées de raccordement n'avaient pas débuté. La visite a conduit à nous rendre au droit de la base vie du chantier, des éoliennes E1 et E2, ainsi que sur la parcelle compensatoire par ouverture de milieu pour les rapaces.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesure de réduction en phase travaux	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.2 et 3.3 du Titre II et article 3.2 du Titre III	Demande d'action corrective	30 jours
6	Mesure de compensation – Création d'un îlot de sénescence	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.1 du Titre III	Demande d'action corrective	6 mois
7	Mesure de compensation – Ouverture de milieux pour les rapaces	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.2 du Titre III	Demande d'action corrective	6 mois
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.5 du Titre II	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures d'évitement au titre de la DEP	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.1 du Titre II et article 2 du Titre III	Sans objet
3	Mesure de réduction en faveur des reptiles et des amphibiens	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.1 du Titre II	Sans objet
4	Suivi environnemental du chantier	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.4 et 3.5.6 du Titre II	Sans objet
5	Mesures préventives	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.4.1 du Titre III	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	pour les chiroptères		
8	Prévention de la pollution des eaux des captages de Cap Estève et d'Adrech	Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 3.5.1 et 3.5.5 du Titre II	Sans objet
10	Prescriptions diverses pour la phase chantier	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.3, 3.5.4 et 7.4 du titre II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater la prise en compte satisfaisante des enjeux environnementaux dans le cadre du chantier.

Les observations formulées concernent essentiellement des demandes de transmission de documents pour répondre aux prescriptions de l'arrêté. En particulier cela concerne:

- la version mise à jour du rapport d'accompagnement et de suivi écologique et le cas échéant les rapports de suivi de l'écologue ;
- le calendrier des travaux et la déclaration d'ouverture des travaux;
- le plan de gestion actualisé des parcelles compensatoires;
- le rapport de mise en œuvre de la compensation (parcelle destinée à une ouverture du milieu) ainsi que la convention de gestion avec l'ONF ;
- la transmission à l'ARS et à la DREAL du dernier rapport de suivi des eaux souterraines, avec une interprétation et des conclusions relatives aux conditions de poursuite du chantier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures d'évitement au titre de la DEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.1 du Titre II et article 2 du Titre III
Thème(s) : Autre, Mesures d'évitement au titre de la DEP
Prescription contrôlée :
<p><u>Article 3.5.1 du Titre II:</u> Clôture du périmètre du chantier, balisage des stations à protéger [...] Préalablement aux travaux et à l'intervention des engins, les surfaces nécessaires au chantier sont clairement identifiées.</p> <p>Le balisage des zones à protéger dans l'emprise du chantier est effectué par un écologue durant toute la phase de chantier et durant les périodes de démontage en cas d'arrêt définitif ou partiel du parc afin de les identifier clairement. Ce balisage concerne notamment : les éventuelles stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont, les éventuelles zones humides proches des pistes, des plateformes et des tranchées. [...]</p>

zones humides proches des pistes, des plateformes et des tranchées. [...]

Une cartographie lisible des zones balisées doit être disponible sur demande de l'inspecteur des installations classées pendant toute la durée du chantier ainsi que les zones prévues pour le stockage du matériel, le dépôt des matériaux, le poste de livraison et les plateformes de manutention.

Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent).

Article 2 du Titre III: mesures spécifiques d'évitement liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux: habitats et espèces

Le porteur de projet prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer l'évitement de tout impact sur les zones ci-dessous :

- Les cours d'eau présents au sein de la zone d'implantation potentielle ;
- Toutes les zones de reproduction avérée des amphibiens ;
- Toutes les zones de nidification localisées des passereaux nicheurs à enjeu à minima modéré défini dans le dossier de dérogation.

Constats :

Le seul secteur à éviter identifié par le bureau d'étude naturaliste au démarrage des travaux correspond à la hêtraie présente en périphérie des travaux de la base de vie. La cartographie des zones à préserver est présentée en p.43-44 du rapport de management environnemental du bureau d'étude Altifaune.

Le balisage est bien en place, résistant au vent et visible sur une grande distance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le rapport d'accompagnement et de suivi écologique (version à jour) mentionnant les dispositions du présent constat.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesure de réduction en phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.2 et 3.3 du Titre II et article 3.2 du Titre III

Thème(s) : Autre, Avancement des travaux / Mesure de réduction en phase travaux

Prescription contrôlée :

Article 3.2 du Titre II: Périmètre du chantier

Le périmètre des travaux de construction ou de démantèlement (dans le cas d'un arrêt définitif ou d'un repowering) du parc éolien de Cap Estève comprend les pistes d'accès pour accéder au site du projet, les zones de travaux pour le montage des éoliennes, les zones de stockage de terres excavées, le poste de livraison, les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes ainsi que le réseau électrique câblé enterré (reliant les éoliennes entre elles ainsi que celui les

<p>reliant au poste de livraison créé et ce dernier au poste existant). Le périmètre du chantier et le projet de parc excluent le ruisseau du Dourdou.</p> <p>Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limité au strict nécessaire tel qu'il est évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspecteur de la DREAL lors de la transmission du planning des travaux.</p> <p><u>Article 3.3 du Titre II: Mesures de réduction en phase travaux</u></p> <p>Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction, au démantèlement des aérogénérateurs sont interdits en phase de reproduction, soit du 15 mars au 31 juillet. En outre, les travaux de débroussaillage, déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement ne sont autorisés qu'entre le 1^{er} septembre et le 15 novembre. [...]</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspecteur de la DREAL Occitanie la date de chantier deux mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.</p> <p>Une copie de la déclaration d'ouverture des travaux est adressée préalablement à l'inspecteur de la DREAL Occitanie.</p> <p><u>Article 3.2 du Titre III: Mesures de réduction en phase travaux</u></p> <p>L'exploitant met en œuvre les mesures prévues à l'article 3 - Titre II (débroussaillage, déboisement, circulation des engins, stockage de terre végétale, écoulement des eaux, ...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les opérations de libération des emprises (débroussaillage, défrichement, broyage des rémanents) ont été réalisées du 01/09/2023 au 15/11/2023.</p> <p>Les opérations lourdes de chantier telles que le terrassement ont repris le 01/09/2024. Les excavations préalables à l'implantation des fondations de éoliennes ont été partiellement réalisées, les travaux de génie-civil (coulage du béton) étant prévus à partir de mi-novembre. La livraison des machines doit intervenir dès la mi-mai 2025 et le montage de la première éolienne à la mi-juin 2025. Ainsi la mise en service industrielle du parc doit s'effectuer à l'automne 2025.</p> <p><i>Nota: Le maître d'ouvrage indique que l'information réglementaire aux services de l'aviation civile et de la défense, préalables aux opérations de levage (article 3.1 du Titre II) , seront réalisées en décembre prochain. L'information du SDIS prévue par le même article a été réalisée.</i></p> <p>Le calendrier des travaux, qui n'avait pas été communiqué à l'inspection (comme la déclaration d'ouverture des travaux que Engie Green indique avoir communiqué aux deux communes), a été présenté lors du contrôle sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé au maître d'ouvrage de transmettre le calendrier des travaux à l'inspection, ainsi que la copie de la déclaration d'ouverture des travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 3 : Mesure de réduction en faveur des reptiles et des amphibiens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.1 du Titre II
Thème(s) : Autre, Mesures de réduction en faveur des reptiles et des amphibiens
Prescription contrôlée : Avant le démarrage du chantier, l'écologue aménage des gîtes pour les reptiles et amphibiens. Cet écologue détermine la localisation la plus favorable de ces gîtes, leur nombre et leur conception ainsi que la période d'implantation la plus favorable pour les espèces considérées au regard de la date de démarrage des travaux envisagée.
Constats : Des pierriers ont été déplacés en périphérie du chantier afin d'éviter la destruction d'individus de reptiles avant le terrassement. Des gîtes de substitutions ont été créés en périphérie du chantier avec des rémanents de coupes. Le bureau d'étude a constaté l'utilisation de ces installations par des reptiles. La création des gîtes est détaillée en p.37 du rapport du bureau d'étude. Le bureau d'étude a précisé l'obligation de créer deux fossés en faveur des amphibiens à la suite des travaux dont la localisation reste à adapter.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le rapport d'accompagnement et de suivi écologique (version à jour) mentionnant les dispositions du présent constat.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi environnemental du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.4 et 3.5.6 du Titre II
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental du chantier
Prescription contrôlée : <u>Article 3.4 du Titre II:</u> L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux dans le cadre de la procédure de marché public et son suivi de chantier [...] Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet [...] Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier. L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un écologue compétent ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article L. 411-2 du code de l'environnement. Ce dernier est chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale. Ces documents doivent être transmis sur simple demande de l'inspecteur de la DREAL.

Article 3.5.6 du Titre II:

Des écologues compétents et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article L.411-2 du code de l'environnement sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.

Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :

- 1 passage, 10 jours avant le démarrage des travaux afin de baliser les zones sensibles pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier. Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL ;
- Une périodicité hebdomadaire durant les phases d'aménagement et de libération des emprises. Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à l'exploitant dans un délai maximum de trois jours après intervention et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL. En cas de phase critique du chantier sur le plan environnemental, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.

Un rapport de suivi du chantier établi par l'exploitant est transmis à l'inspection de la DREAL en fin de travaux.

Constats :

Le bureau d'étude Altifaune a été mandaté afin de réaliser le suivi environnemental du chantier. Ce dernier réalise une visite hebdomadaire des travaux jusqu'en décembre 2024 puis avec une fréquence plus réduite jusqu'à la fin du chantier. Chaque visite fait l'objet d'un rapport rédigé par l'écologue en charge du suivi, conduisant à la mise à jour du document de planification environnementale (rapport d'accompagnement et de suivi écologique).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé au maître d'ouvrage de communiquer à l'inspection des installations classées, les derniers documents (rapports de visite, rapport d'accompagnement et de suivi écologique actualisé) consécutifs aux visites de suivi du chantier par l'écologue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures préventives pour les chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.4.1 du Titre III

Thème(s) : Autre, Mesures préventives pour les chiroptères

Prescription contrôlée :

Avant le début des travaux, un passage de chiroptérologues cordistes sera réalisé, afin de vérifier que les arbres représentant des gîtes potentiels de la zone d'emprise des travaux voué à être abattu ne présente pas de cavité utilisée comme gîte pour les chiroptères. L'occupation des cavités sera bouchée pour éviter toute occupation ultérieure. En cas d'occupation, l'arbre sera balisé, non coupé lors des travaux et un écologue assurera en lien avec le chef du chantier une future coupe non impactante pour les individus.

<p>Constats :</p> <p>Le bureau d'étude indique lors de l'inspection qu'il n'a identifié aucun arbre-gîte, avéré ou potentiel, au sein de l'emprise des travaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé au maître d'ouvrage de communiquer à l'inspection des installations classées, les documents de suivi environnementaux (cf. constat 4) qui détaillent l'action menée pour la recherche des éventuels gîtes à chiroptères.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Mesure de compensation – Création d'un îlot de sénescence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.1 du Titre III</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesure de compensation – Création d'un îlot de sénescence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le porteur de projet crée un îlot de sénescence d'une superficie d'au moins 3,5 ha dans un boisement de feuillus. Cette mesure est effective dès le début des travaux, et à minima pendant toute la durée d'exploitation du parc. L'exploitant doit impérativement transmettre à la DREAL 6 mois avant le début des travaux le choix exact de la parcelle, sa localisation et la superficie de l'îlot, accompagné du mode de gestion définitif et des assurances de maîtrise foncière.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a conventionné la gestion d'une parcelle communale constituée d'un boisement mixte sur une durée de 40 ans. Le plan de gestion présentant la localisation de la parcelle et les méthodes de suivis a été réceptionné par la DREAL le 08/04/2024. Une version complétée avec l'état initial du boisement a été transmise le 09/09/2024. Le maître d'ouvrage a communiqué les couches SIG des mesures de compensation. La recherche de cavités a été effectuée dans le cadre de l'état initial du milieu mais celle-ci s'est révélée être difficile et dangereuse compte tenu de la localisation de la parcelle dans une forte pente. Le plan de gestion est jugé incomplet concernant le protocole de suivi de la fréquentation du boisement par les chiroptères.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à Engie Green de transmettre à l'inspection des installations classées, le plan de gestion actualisé avec la méthodologie de suivi des chiroptères.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Mesure de compensation – Ouverture de milieux pour les rapaces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.2 du Titre III
Thème(s) : Autre, Mesure de compensation – Ouverture de milieux pour les rapaces
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place des mesures préventives d'ouverture et de gestion de milieux ouverts favorables à la chasse des rapaces sur une superficie équivalente à la superficie de la perte théorique de territoire de chasse liée à la présence du parc éolien et d'au moins 5 ha. Un état initial des parcelles choisies est effectué l'année du chantier éolien par un écologue. Cette mesure est effective dès le début des travaux, et à minima pendant toute la durée d'exploitation du parc. L'exploitant doit impérativement transmettre à la DREAL 6 mois avant le début des travaux le choix exact de la parcelle, sa localisation et sa superficie, accompagné du mode de gestion définitif et des assurances de maîtrise foncière. L'exploitant met en place un plan de gestion et de suivi de la mesure, avec une association ou un bureau d'études. Ce plan de gestion est tenu à la disposition de la DREAL.
Constats : L'exploitant a conventionné la gestion d'une parcelle en cours de fermeture par le genêt avec un propriétaire privé. L'ONF doit intervenir à l'automne 2024 pour ouvrir le milieu. Le plan de gestion présentant la localisation de la parcelle et les méthodes de suivis a été réceptionné par la DREAL le 08/04/2024. Une version complétée avec l'état initial de la parcelle a été transmise le 09/09/2024. L'état initial a permis d'identifier une lande à Ericacées à préserver lors du débroussaillage. L'exploitant a communiqué les couches SIG des mesures de compensation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé au maître d'ouvrage de transmettre à l'inspection des installations classées, le rapport de mise en œuvre de la compensation, ainsi que la convention de gestion du milieu avec l'ONF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Prévention de la pollution des eaux des captages de Cap Estève et d'Adrech

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2024, article 3.5.1 et 3.5.5 du Titre II
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux des captages de Cap Estève et d'Adrech
Prescription contrôlée : <u>Article 3.5.1: balisage</u> Le balisage des Périmètres de Protection Immédiat des captages d'eau potable de Cap Estève et d'Adrech doit être réalisé. En outre, afin de garantir le respect des dispositions de l'article 3.5.5 ci-après, le balisage des Périmètres de Protection Rapprochée (PPR) et des Périmètres de Protection

Éloignée (PPE) des captages d'eau potable de Cap Estève et d'Adrech doit être réalisé dans les zones susceptibles d'être concernées par les divers aménagements liés aux travaux. [...]

Article 3.5.5: lutte contre la pollution

Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :

- Stationnement et opération de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile. Le stockage des carburants s'effectue hors site. Aucun engin de chantier n'est entretenu sur place sauf cas de force majeur, auquel cas l'entretien des véhicules est réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier, à l'extérieur de la zone d'alimentation des captages d'eau potable de Cap Estève et de l'Adrech ;
- Mise à disposition de kits anti-pollution ;
- Pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies;
- Stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation et en dehors des PPR,
- Gestion des déchets conformément à l'article 6 du titre II du présent arrêté,
- Stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées, [...]
- Drainage et collecte des eaux de ruissellement de la piste qui surplombe le captage de l'Adrech vers le Nord en dehors du PPR avant rejet dans le milieu naturel. Ce drainage s'effectuera via la création d'un fossé imperméabilisé, positionné en dehors du PPR du captage de l'Adrech. En ce qui concerne les aménagements de reprise puis d'évacuation des eaux de ruissellement sur la voirie, toutes mesures doivent être prises afin d'empêcher l'infiltration des eaux de lessivage des voies et/ou des déversements accidentels de produits potentiellement polluants sur la surface de recharge de l'aquifère. [...]

Constats :

Les mesures mises en œuvre à ce jour, compte tenu de l'avancement du chantier, répondent aux prescriptions de l'arrêté pour ce qui concerne la prévention de la pollution des eaux et des risques vis-à-vis des captages d'eau potable voisins.

Il est en particulier à noter que des zones étanches ont été mises en place au droit des zones d'implantation des éoliennes, pour effectuer les opérations de ravitaillement des engins.

Pour ce qui est des mesures à prendre pour le coulage du béton à venir, telles que la création de zones de nettoyage des toupies, elles seront réalisées prochainement, avant le démarrage des travaux de génie civil.

La réalisation des tranchées de raccordement, qui doit faire l'objet de précautions particulières fixées à l'article 3.5.5 du Titre II, compte tenu de leur localisation en partie dans le périmètre de protection rapprochée (PPR) du captage de Cap Estève, est également prévue dans les mois à venir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.5 du Titre II

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assurera de la préservation de la qualité et de la quantité des ressources en eau de Cap Estève et de l'Adrech :

- En posant deux piézomètres en bordure de la piste menant à la source de Cap Estève : Ces ouvrages ont pour but de définir le niveau d'eau de la nappe dans ce secteur durant les 6 mois qui précèdent le début des travaux. Ces résultats permettront de définir la cote des plus hautes eaux de la nappe sur cette période au droit du passage des câbles électriques et d'adapter la profondeur de pose si nécessaire afin de ne pas intercepter les écoulements souterrains alimentant la source ;
- En réalisant un suivi ponctuel des travaux par un hydrogéologue durant les phases les plus sensibles ;
- En effectuant une analyse physico-chimique mensuelle (Matières en Suspension, indice HCT, pH, conductivité et turbidité) sur les deux sources durant 6 mois avant le début des travaux, durant la phase travaux et pendant les 3 mois qui suivront la fin des travaux ;
- En réalisant un suivi en continu de la turbidité des deux sources sur une période de 6 mois avant le début des travaux (état initial) et jusqu'à 3 mois après la fin des travaux.

L'exploitant informera la DREAL et l'ARS des résultats du suivi piézométrique avant travaux et leurs conséquences sur la suite du chantier, ainsi que des résultats du suivi analytique et de leurs interprétations.

Constats :

La surveillance de la nappe est réalisée selon les modalités ci-dessus prévues par l'arrêté.

Un rapport de "mi-suivi" des eaux souterraines, réalisé par la société Antea, datant d'août 2024, a été communiqué à l'inspection. Il conclut à l'absence d'impact des travaux jusqu'à cette date sur les sources de Cap Estève et de l'Aldrech.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé au maître d'ouvrage, pour ce qui concerne la poursuite du suivi réalisé depuis le rapport d'août 2024, de respecter les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral sur le point suivant:

- informer l'ARS ainsi que l'inspection des installations classées de la DREAL des résultats du suivi analytique, en ajoutant une interprétation des résultats et les conséquences induites sur la suite du chantier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Prescriptions diverses pour la phase chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 3.5.3, 3.5.4 et 7.4 du titre II

Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions diverses pour la phase chantier

Prescription contrôlée :

Article 3.5.3: Déblais / remblais:

Les rémanents des coupes d'emprise des pistes d'accès et des aires de grutage seront broyés avant le début des travaux de terrassement afin d'éviter la formation d'andains.

Au cours du chantier, les matériaux décapés sont réutilisés sur site en fonction de leur nature notamment pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Les terres végétales sont prioritairement réutilisées en fin de travaux pour la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.[...]

Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier sur la base des recommandations de l'écologue précité en charge de l'accompagnement des différentes phases de chantier.

Article 3.5.4: Création des fondations des éoliennes

Le lancement du chantier de construction est subordonné à la réalisation d'une étude géotechnique visant à identifier la nature du sol et définir le type de fondation adapté pour l'implantation des aérogénérateurs, parmi les types prévus dans le dossier de demande d'autorisation et pour lesquels les impacts ont été analysés dans ce dossier ; cette étude et ses conclusions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.4: Moyen de lutte contre l'incendie

Lors des périodes de travaux, de maintenance ou de contrôle, des moyens d'extinction adaptés seront mis à disposition des personnels travaillant sur le site. Ces derniers disposeront en outre d'un moyen permettant d'alerter ou de faire alerter les secours (téléphone, radiotéléphone...).

Constats :

Les dispositions mises en œuvre en matière de décapage et de gestion des déblais et remblais, réalisées avec l'appui de l'écologue, apparaissent satisfaisantes.

Pour ce qui est de l'étude géotechnique pour la création des fondations des éoliennes, le document daté de mai 2023 a été présenté lors de l'inspection et n'appelle pas d'observation. Concernant les moyens d'intervention en cas d'incendie, ils sont déterminés pour ce qui concerne la phase chantier, dans les permis de travail et les consignes associées. La citerne à eau sera implantée lors du montage des machines et devra être opérationnelle à la mise en exploitation. Il a été déterminé en lien avec le SDIS que sa capacité sera de 120 m3 (soit le double des 60 m3 de capacité minimale fixée dans l'arrêté).

Type de suites proposées : Sans suite